

## FAITS SAILLANTS DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA BIODIVERSITÉ: DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 2016

À la suite de la clôture du Segment de haut niveau et de l'adoption de la Déclaration de Cancún, la principale Conférence des Nations Unies sur la biodiversité a commencé dans l'après-midi du dimanche 4 décembre avec les plénières d'ouverture de la treizième réunion de la Conférence des Parties (COP 13) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), de la huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CP/COP-MOP 8) et de la deuxième Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (NP/COP-MOP 2).

### PLÉNIÈRE DE LA COP 13

Chun Kyoo Park, Ministère de l'environnement, République de Corée, au nom de la présidence de la COP 12, a ouvert la réunion, soulignant que le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 est intégré dans les objectifs de développement durable (ODD) rendant ainsi la réalisation des Objectif d'Aichi touchant à la biodiversité, une condition nécessaire à la concrétisation des ODD. Il a également souligné les défis à venir, y compris la nécessité: d'intensifier les efforts visant à atteindre les objectifs d'Aichi qui sont en retard; et d'outils et de ressources pour la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB).

La plénière devait ensuite élire Rafael Pacchiano Alamán, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Mexique, Président de la COP 13, de la CP/COP-MOP 8 et de la NP/COP-MOP 2. Pacchiano a souligné le rôle central du Mexique dans la création du Groupe des pays riches en biodiversité aux vues similaires (LMMC). Il a mis en exergue l'importance de la Déclaration de Cancún, soulignant, entre autres, la nécessité: d'une volonté politique tenant compte de la valeur économique des services écosystémiques; de mécanismes de responsabilisation; et d'une collaboration accrue entre les gouvernements, les universités, le secteur privé et les diverses parties prenantes.

### PLÉNIÈRE COMMUNE DES CDP 13, CP/COP-MOP 8 ET NP/COP-MOP 2

Le Directeur exécutif adjoint de l'ONU, Ibrahim Thiaw, a souligné: l'interaction entre la biodiversité et tous les ODD; l'importance de lutter contre la criminalité environnementale, en particulier le commerce illicite de la faune et du bois; le fait que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets ne sauraient être atteintes sans des écosystèmes sains, chose qui doit être intégrée dans les décisions des secteurs privé et public; et le défi de la communication de l'importance de la biodiversité au grand public.

Le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Dias, a appelé toutes les parties à poursuivre leurs efforts visant à concrétiser tous les objectifs d'Aichi d'ici 2020. Se félicitant de l'accroissement du nombre de soumissions des SPANB, il a toutefois précisé que peu d'entre ces soumissions de SPANB parlaient de renforcement des capacités, de communication, d'éradication de la pauvreté et de plans de développement durable. Au sujet du Protocole de Cartagena, il a signalé des progrès importants dans des domaines tels que le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (BCH), mais que des progrès sont encore nécessaires sur des questions telles que le renforcement des capacités en matière d'évaluation des risques et les transits transfrontaliers involontaires. Notant que quatre ratifications supplémentaires, seulement, sont nécessaires pour l'entrée en vigueur du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation, il a appelé les parties à déposer les instruments de ratification dès que possible. En ce qui concerne le Protocole de Nagoya, M. Dias a fait état d'un certain nombre d'efforts nationaux en matière d'accès et de partage des avantages (APA), précisant que les questions en suspens incluent l'élaboration d'un éventuel mécanisme multilatéral de partage des avantages.

Le délégué de Saint Kitts et Nevis, parlant au nom du GROUPE DES PAYS LATINO-AMÉRICAINS ET DES CARAÏBES (GRULAC) a exprimé l'espoir de voir cette conférence constituer un tournant dans l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs. Le délégué s'est déclaré préoccupé par le fait que des ressources du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) n'aient pas été affectées aux pays de la région et a demandé que des fonds lui soient disponibles dans la prochaine reconstitution du FEM.

La Bosnie-Herzégovine, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (CEE) a souligné que la conservation de la biodiversité ne peut réussir que dans un contexte intersectoriel, et a mis en relief l'Objectif d'Aichi 11 (zones protégées) comme étant une priorité pour la région.

Le Japon, pour l'ASIE-PACIFIQUE, a parlé de la nécessité d'améliorer le financement de la participation des pays en développement, compte tenu, en particulier, du nombre des réunions simultanées. Il a appelé à la poursuite des synergies avec les ODD et entre plusieurs initiatives internationales.

Le Tchad, pour le GROUPE AFRICAÏN, a parlé du soutien insuffisant à la participation des pays africains à cette réunion et a demandé des ressources financières pour la mise en œuvre du Plan stratégique. Il a mis en relief: le renforcement des capacités, la biologie synthétique, l'utilisation durable et les synergies entre les conventions et les protocoles. Il a soutenu l'Égypte comme hôte de la COP 14.

L'Australie, parlant également au nom du Canada, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, d'Israël et des États-Unis: a salué le thème de la CdP 13 sur l'intégration de la diversité biologique pour le bien-être et sa pertinence pour le développement durable; a fait état de lacunes financières dans les accords multilatéraux sur l'environnement, ainsi que de la nécessité de s'assurer de la pleine participation des pays en développement,

des peuples autochtones et des communautés locales, et d'obtenir des fonds de diverses sources; et a mis en exergue l'intégration de la parité dans la Convention et dans les politiques, planifications et programmation nationales relatives à la diversité biologique. La représentante a également appuyé la prise en compte de l'action stratégique au-delà de 2020.

L'UE a souligné: l'échec de la réalisation de l'Objectif 10 d'Aichi (récifs coralliens); les opportunités d'intégration de la biodiversité découlant du Programme de développement durable pour l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris; et la résolution de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) invitant la COP de la CDB à envisager l'élaboration d'un cadre de suivi pour le Plan stratégique.

Le Guatemala, parlant au nom des LMMC: a salué la Déclaration de Cancún pour la promotion du dialogue et l'édification d'un consensus; a demandé l'adoption d'une approche pratique fondée sur les enseignements tirés et les expériences réussies en matière d'intégration; et a annoncé que l'Éthiopie a rejoint le groupe.

Le Forum international autochtone sur la biodiversité (IIFB) a appelé à la participation des autochtones à la mise en œuvre de toutes les décisions de la CDB et à tous les processus de la CDB, y compris la signalisation des zones marines d'importance écologique ou biologique. La représentante a donné la priorité à l'adoption de directives volontaires applicable au consentement préalable en connaissance de cause (CPCC), tout en supprimant les crochets autour de qualificatif «libre» placé devant le CPCC.

Rappelant aux délégués qu'il reste peu de temps d'ici 2020 et que seulement un tiers des Objectifs d'Aichi sont en bonne voie, l'ALLIANCE DE LA CDB a appelé: à la protection de la petite agriculture; à une approche fondée sur les droits pour la conservation de la biodiversité; à l'adoption de la définition de la biologie synthétique élaborée par le Groupe spécial d'experts techniques (AHTEG) et à la prise en considération de ses aspects socio-économiques; et à un moratoire sur le développement des commandes de gènes.

Le CAUCUS DES FEMMES a fait part de sa préoccupation à l'égard du fait que la Déclaration de Cancún ne traite pas des questions de parité et a appelé à une référence au rôle et aux droits des femmes dans les décisions de la CDB. Rappelant aux délégués que les enfants et les jeunes devront vivre avec les conséquences d'événements environnementaux de plus en plus imprévisibles, le RÉSEAU MONDIAL DES JEUNES POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE a appelé à un suivi des engagements de la CDB de préserver les moyens de vivre des générations futures.

Cristiana Paşca Palmer, ministre de l'Environnement de la Roumanie, a qualifié sa nomination en tant que prochaine secrétaire exécutive de la CDB, de grand défi, soulignant que les êtres humains dépendent de la nature et des services écosystémiques. Elle a déclaré que nous sommes en train de vivre dans des temps diplomatiques turbulents, certains considérant la biodiversité une priorité moindre.

### **PLÉNIÈRE DE LA COP 13**

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/COP/13/1 et Add.1/Rev.2); et ont élu Sergei Melnov (Biélorus) comme rapporteur et Mette Gervin Damsgaard (Danemark) et Skumsa Mancotywa (Afrique du Sud), respectivement comme présidents du Groupe de travail I et du Groupe de travail II.

### **PLÉNIÈRE DE LA CP/COP-MOP 8**

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/8/1 et Add.2). L'IRAN a proposé d'examiner les questions de l'octroi des visas et du soutien financier devant être fourni aux pays en développement.

### **PLÉNIÈRE DE LA NP/COP-MOP 2**

Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/NP/COP-MOP/2/1/Rev.1 et Add.2).

### **LA COP 13**

Le Président Pacchiano a présenté les rapports des réunions intersessions (UNEP/CBD/COP/13/3-6) et les délégués en ont pris note.

### **PLÉNIÈRE DE LA CP/COP-MOP 8**

Jimena Nieto (Colombie), Présidente du Comité d'application, a présenté le rapport du Comité (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/8/2), soulignant que nonobstant de longs efforts, le Luxembourg, le Nicaragua et les Îles Marshall n'ont présenté de communications nationales dans aucun des trois cycles de communication. Suite à une recommandation d'émettre une mise en garde, à moins qu'une réponse ait été reçue avant la COP-MOP 8, le Nicaragua et le Luxembourg ont soumis leurs communications nationales. Elle a indiqué que la mise en garde recommandée pour les Îles Marshall sera examinée.

### **PLÉNIÈRE DE LA NP/COP-MOP 2**

Christine Echookit Akello (Ouganda) a rendu compte des travaux du Comité d'application du Protocole de Nagoya (UNEP/CBD/NP/COP-MOP/2/4) sur le suivi et les communications, le Centre d'échange sur l'APA et le règlement intérieur.

### **LA PLÉNIÈRE COMMUNE**

**RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION:** Le Secrétaire exécutif Dias a présenté un rapport sur l'administration de la Convention et de ses protocoles, des fonds d'affectation spéciale et du budget 2017-2019 (UNEP/CBD/COP/13/7 et Add.1 à 4; 13/23 et Add.1 -2 et INF/22 et 25). Après une brève présentation de deux scénarios budgétaires, un groupe budgétaire présidé par Spencer Thomas (Grenade) a été créé. L'UE a souligné l'importance de disposer d'un budget réaliste et abordable, et s'est déclarée préoccupée par le nombre élevé de parties en retard.

Le BRESIL a exprimé sa satisfaction pour la contribution apportée par Braulio Dias en tant que Secrétaire exécutif, durant ces cinq dernières années.

### **DANS LES COULOIRS**

«Intégrer la biodiversité pour le bien-être» a semblé attirer beaucoup plus d'attention que les thèmes précédents de la CdP, à l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité de 2016. De nombreux gouvernements comme autant de parties prenantes espéraient voir l'adoption de la Déclaration de Cancún sur l'intégration, favoriser la tenue de discussions axées sur les résultats concrets. Certains vétérans de la biodiversité ont également spéculé que la participation de ministres des principaux secteurs économiques dans le segment de haut niveau pouvait être d'importance pour l'avancement des objectifs de biodiversité au niveau national et garantir une volonté politique de promouvoir la cohérence des politiques. Un participant sceptique s'est, lui, penché sur les difficultés politiques et techniques associées à l'intégration de la biodiversité, et s'est demandé si l'objectif de la biodiversité ne serait pas mieux servi par une concentration plus évidente sur les éléments moins complexes.

Des préoccupations concernant les négociations «concurrentes» sans précédent de la CdP et de la CdP/RdP du Protocole, l'organisation des travaux et la gestion du temps, ont été partagées par nombres de participants réunis pour les plénières d'ouverture. Bien que beaucoup se soient félicités des orientations fournies par le Secrétariat donnant priorité aux projets de décisions comprenant des libellés entre crochets, d'autres en étaient à s'interroger sur le point de savoir si les nombreux articles de fond inscrits à l'ordre du jour allaient pouvoir recevoir l'attention qu'ils méritaient. Pourtant, beaucoup semblaient prêts pour l'expérience, reconnaissant la nécessité d'une meilleure intégration entre la Convention et ses Protocoles, certains citant la biologie synthétique comme exemple clair.

Se rendant à la réception du pays hôte, plusieurs participants ont spéculé sur le nombre de groupes de contact susceptibles de prendre leur soirée dans les jours à venir, pariant sur l'Article 10 du Protocole de Nagoya (éventuel mécanisme de partage des avantages), les zones marines d'importance écologique ou biologique (ZIEB) au titre de la CDB, ainsi que l'évaluation des risques et les considérations socio-économiques au titre du Protocole de Cartagena.